



COMMISSION
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 8.12.2023
C(2023) 8301 final

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 8.12.2023

**relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la population du
Myanmar/de la Birmanie pour 2023**

DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 8.12.2023

relative au financement de la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2023

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (ci-après le «TFUE»),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012¹, et notamment son article 110,

vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale – Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil², et notamment son article 23, paragraphe 4,

considérant ce qui suit:

- (1) Aux fins de la mise en œuvre de la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2023, il y a lieu d'adopter une décision de financement annuelle, qui constitue le programme de travail annuel pour 2023. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 (ci-après le «règlement financier») établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'assistance envisagée doit respecter les conditions et procédures établies par les mesures restrictives adoptées conformément à l'article 215 du TFUE³.
- (3) Les objectifs poursuivis par la mesure à financer au titre du programme géographique «Asie et Pacifique» du règlement (UE) 2021/947 consistent à soutenir les efforts en faveur de la paix et de l'atténuation du conflit, à renforcer le rôle joué par la société civile dans l'amélioration de la résilience des communautés, à soutenir les moyens de subsistance et la résilience face au changement climatique des communautés vulnérables et à les intégrer dans les chaînes d'approvisionnement, à lutter contre la violence fondée sur le genre et à soutenir la communication stratégique au Myanmar/en Birmanie.
- (4) La prise de pouvoir par l'armée, le 1^{er} février 2021, a porté un coup d'arrêt au processus de transition démocratique et socio-économique du Myanmar/de la

¹ JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

² JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

³ www.sanctionsmap.eu. Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de déterminer les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au Journal officiel (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

Birmanie et replacé le pays sous la coupe de la junte militaire. Dans ses conclusions n° 6287/21 du 22 février 2021⁴, le Conseil des affaires étrangères recommande de ne pas légitimer les autorités militaires tout en continuant à soutenir les habitants du Myanmar/de la Birmanie, surtout ceux qui se trouvent dans des conditions de grande vulnérabilité. Dans ces circonstances imprévues, il est impossible de convenir d'un programme indicatif pluriannuel avec les autorités militaires et, en l'absence d'autres sources de financement, une mesure spéciale est nécessaire pour apporter une aide à la population et à la société civile, tout en évitant de soutenir directement ou indirectement les systèmes et les structures de gouvernement.

- (5) L'action intitulée «Soutien à la paix, à la démocratisation et à la résilience au Myanmar/en Birmanie» vise à soutenir les parties prenantes engagées dans des efforts constructifs visant à surveiller, gérer et atténuer le conflit au niveau local et à consolider une vision commune pour une paix durable, tout en aidant les acteurs et organisations locaux à contribuer au renforcement de la résilience.
- (6) L'action intitulée «Des moyens de subsistance durables et une croissance inclusive» vise à réduire les inégalités en renforçant la résilience socio-économique des populations des zones rurales et périurbaines du Myanmar/de la Birmanie.
- (7) L'action intitulée «Lutte contre la violence fondée sur le genre, atténuation et prévention de celle-ci au Myanmar/en Birmanie» vise à contribuer à l'élimination de la violence fondée sur le genre dans les communautés touchées par le conflit et la crise au Myanmar/en Birmanie.
- (8) L'action intitulée «Communication stratégique au Myanmar/en Birmanie» vise à positionner l'UE comme un défenseur de la population du pays et un partenaire de référence aux yeux du grand public et de certaines parties prenantes.
- (9) Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions des autres donateurs effectuées conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de l'accord correspondant. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu de procéder à une estimation raisonnable de la conversion.
- (10) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (11) Il convient que la Commission autorise le lancement d'un appel à propositions et d'appels d'offres moyennant une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision.
- (12) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947, les actions seront mises en œuvre en gestion indirecte.
- (13) La Commission doit assurer un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union en ce qui concerne les entités et les personnes chargées de l'exécution des fonds de l'Union en gestion indirecte, conformément à l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier. À cette fin, ces entités et personnes doivent soumettre leurs systèmes et procédures à une évaluation conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier⁵ et, le cas échéant, à des mesures de surveillance appropriées conformément

⁴ <https://data.consilium.europa.eu/doc/document/ST-6287-2021-INIT/fr/pdf>

⁵ À l'exception des cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, pour lesquels la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

à l'article 154, paragraphe 5, dudit règlement avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (14) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre de la mesure, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (16) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947,

DÉCIDE:

Article premier *La mesure*

La décision de financement annuelle, constituant la mesure annuelle destinée à mettre en œuvre la mesure spéciale en faveur de la population du Myanmar/de la Birmanie pour 2023, telle qu'elle figure dans les annexes, est adoptée.

La mesure comporte les actions suivantes:

- (a) «Soutien à la paix, à la démocratisation et à la résilience au Myanmar/en Birmanie» figurant à l'annexe I;
- (b) «Des moyens de subsistance durables et une croissance inclusive» figurant à l'annexe II;
- (c) «Lutte contre la violence fondée sur le genre, et atténuation et prévention de celle-ci au Myanmar/en Birmanie» figurant à l'annexe III;
- (d) «Communication stratégique au Myanmar/en Birmanie» figurant à l'annexe IV.

Article 2 *Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre de la mesure spéciale pour 2023 est fixé à 55 000 000 EUR, à financer par les crédits inscrits sur la ligne suivante du budget général de l'Union: BGUE-B2024-14 02 01 31 Asie du Sud et de l'Est.

Les crédits prévus au premier alinéa peuvent également couvrir les intérêts de retard.

La mise en œuvre de la présente décision est subordonnée à la disponibilité des crédits qui sont prévus dans le budget général de l'Union pour 2024 après l'adoption de celui-ci par l'autorité budgétaire.

Article 3 *Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles qu'exposées dans les annexes, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées ou sélectionnées conformément aux critères fixés aux points 4.4.3 et 4.4.4 de l'annexe I, au point 4.4.2 de l'annexe II et au point 4.4.1 de l'annexe III.

Article 4
Clause de flexibilité

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum et ne dépassant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées⁶ des crédits alloués à des actions spécifiques ne dépassant pas 20 % de ladite contribution, ainsi que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

L'ordonnateur compétent peut appliquer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Article 5
Subventions et marchés

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions dans les conditions précisées dans les annexes. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes mentionnés dans les annexes, sélectionnés conformément aux critères définis au point 4.4.1 de l'annexe I et de l'annexe II.

Le lancement d'un appel d'offres en vertu d'une clause suspensive avant l'adoption de la présente décision est autorisé à partir de la date fixée au point 4.4.1 de l'annexe IV.

Fait à Bruxelles, le 8.12.2023

Par la Commission
Margaritis SCHINAS
Vice-président

⁶ Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.